

Développement du secteur privé / Énergie et mines / Gouvernance



Le pictogramme en couleur signale l'objectif étroitement lié parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD).

La JICA aide les pays en développement à se doter d'un secteur privé qui puisse servir de moteur à la croissance économique. Tout en se concentrant sur la promotion du commerce et des investissements et le développement des petites et moyennes entreprises (PME), la JICA apporte également une aide de grande envergure au développement des infrastructures industrielles, notamment pour la promotion de l'industrie minière, et une production

d'électricité stable, sûre, sobre en carbone et à bas coût.

La JICA souhaite renforcer la gouvernance par le biais de sa coopération pour l'établissement de cadres juridiques et judiciaires, rendant ainsi les gouvernements plus efficaces et plus transparents. À travers ces activités, la JICA promeut une croissance durable ainsi que l'émergence de sociétés démocratiques et justes dans les pays en développement.

Développement du secteur privé

Le secteur privé est un moteur de la croissance économique dans les pays en développement. Lorsque les entreprises privées de divers domaines parviennent à une croissance et un développement dynamique tout en créant une valeur ajoutée plus importante, il est possible d'atteindre une croissance économique globale et solide. Pourtant, dans le rapport de la Banque mondiale « Doing Business 2016 », qui établit un classement des pays en fonction de la facilité à y faire des affaires, 15 des 33 pays d'Asie et seulement 5 des 47 pays du continent africain figurent parmi les 100 premiers.

Ces dernières années, de nombreux pays en développement se sont efforcés d'attirer les investissements directs à l'étranger. De nombreuses entreprises japonaises quant à elles mènent activement des opérations dans les pays en développement en trouvant de nouveaux marchés et en ouvrant des bases manufacturières. En renforçant davantage la collaboration entre les pays en développement et les entreprises japonaises, la JICA met l'accent sur un développement plus efficace du secteur privé dans ces pays tout en consolidant les relations économiques mutuellement bénéfiques.

● Situation générale et activités de la JICA

Étant donné que le développement du secteur privé dépend d'un grand nombre de facteurs, notamment la stabilité macro-économique, le développement des infrastructures et une meilleure éducation de base, la JICA se concentre sur les domaines suivants : (1) le développement de politiques et d'institutions pour améliorer l'environnement des affaires ; (2) la promotion du commerce et des investissements ; (3) l'amélioration de la compétitivité des entreprises locales ; et (4) le tourisme.

1. Développement de politiques et d'institutions pour améliorer l'environnement des affaires

La JICA aide les pays en développement à créer un environnement favorable aux activités des entreprises privées et encourage les industries qui jouent un rôle moteur pour le développement.

La politique de promotion industrielle est l'un des principaux piliers du développement national. La JICA contribue à l'élaboration de ces politiques industrielles en se concentrant sur différents aspects selon la situation du pays partenaire. La JICA participe également au développement et à l'amélioration du fonctionnement des infrastructures

législatives et institutionnelles pour les affaires, notamment les règlements économiques tels que les lois sur les entreprises et sur la concurrence, les systèmes de propriété intellectuelle, les systèmes d'évaluation des standards et des normes, l'administration fiscale et les systèmes financiers.

Durant l'exercice 2015, la JICA a lancé un projet de coopération technique en Indonésie pour améliorer le système des droits de propriété intellectuelle. Ce projet fournit une aide inclusive qui couvre tous les aspects du système, allant du renforcement des capacités d'application, notamment l'examen et les procédures judiciaires par les autorités compétentes, à l'amélioration des procédures d'examen et d'élaboration des lois et règlements connexes.

2. Promotion des échanges et des investissements

Dans notre économie mondialisée, la croissance des économies en développement implique nécessairement le commerce et l'investissement avec d'autres économies. C'est dans cette optique que la JICA se concentre sur les aspects suivants :

(1) Promotion des échanges

Les échanges des pays en développement représentent 45 % de la valeur des exportations mondiales et 42 % des importations mondiales en 2014. De toute évidence, le commerce joue un rôle important pour le développement économique des pays en développement. Pour stimuler les échanges, il est essentiel de simplifier et de faciliter les procédures liées au commerce, notamment douanières, et d'améliorer l'accès des entreprises des pays en développement aux marchés étrangers.

(2) Promotion des investissements

En 2014, 55 % des investissements directs étaient destinés aux pays émergents et en développement ; ainsi, les pays en développement deviennent encore plus attractifs en tant que destination des investissements des entreprises étrangères. Les pays en développement sont également de plus en plus enclins à tirer parti des investissements directs à l'étranger (IDE) en tant que moteur pour promouvoir les industries nationales.

La JICA aide les pays en développement à améliorer l'environnement des investissements et à diffuser proactivement des informations sur les opportunités d'investissement. À cette fin, elle dépêche des conseillers en promotion des investissements et soutient le développement de zones économiques spéciales. Dans le cadre de son programme de prêt à l'appui des politiques de développement, la JICA soutient également

les efforts visant à réformer et améliorer les aspects politiques et institutionnels de l'environnement des investissements.

Pour l'exercice 2015, les activités de la JICA destinées à promouvoir les investissements en Afrique comprenaient l'envoi d'experts au Kenya, au Ghana et en Zambie, pour renforcer la capacité des organismes de promotion des investissements dans ces pays. En Éthiopie, la JICA a mené une collecte des données. Sur la base de cette enquête, elle a analysé, selon une perspective transafricaine, l'environnement des investissements dans le pays et contribué à l'élaboration d'une stratégie d'investissement.

3. Améliorer la compétitivité des entreprises locales

Afin d'améliorer la compétitivité des entreprises locales, en particulier les PME, la JICA participe au renforcement des services aux entreprises et au développement des ressources humaines industrielles.

(1) Renforcement des services aux entreprises

L'accroissement de la compétitivité des entreprises exige une amélioration des ressources de gestion d'entreprise : le travail, la technologie, le capital et l'information. La JICA aide les entités publiques qui soutiennent les PME à renforcer leurs services de développement des entreprises et à promouvoir des grappes industrielles.

(2) Développement des ressources humaines industrielles

Les pays en développement montrent un vif intérêt pour les méthodes japonaises de management et de gestion de la production comme le *kaizen*. En Asie, la JICA tire parti de ses huit Centres Japon pour le développement des ressources humaines, ou Centres Japon, pour contribuer à la formation commerciale dans la région, et développer ainsi des ressources humaines familières des méthodes japonaises de management et de gestion de la production.

En Afrique, la JICA soutient la promotion du *kaizen*, la méthode

japonaise de management et de gestion de la production la plus réputée, pour améliorer la qualité et la productivité [→ voir l'étude de cas ci-dessous]. Elle a formé des conseillers *kaizen* pour guider les entreprises et d'autres entités dans sept pays africains. En outre, la JICA soutient la création de centres de développement des ressources humaines pour les entreprises et l'industrie conformément aux engagements pris lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V).

Les résultats de ces activités de coopération sont censés apporter des avantages mutuels pour les pays en développement et le Japon, car ils contribueront à la fois à la promotion industrielle dans les pays en développement et aux activités des entreprises japonaises dans ces pays.

4. Tourisme

Avec la croissance économique, l'aggravation des inégalités est devenue un problème majeur dans de nombreux pays en développement. Afin que les résidents locaux bénéficient largement de la croissance économique, la JICA soutient un développement industriel qui profite aux territoires locaux en utilisant efficacement les ressources touristiques.

Au Myanmar, la JICA soutient la formulation d'un plan de développement touristique intégré qui comprend notamment un projet de valorisation de la région de Bagan en tant que destination touristique, ainsi que le développement de produits et d'infrastructures touristiques qui bénéficient à la communauté locale. Les projets liés au tourisme en Jordanie et en Éthiopie mettent l'accent sur la préservation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources touristiques, notamment la nature, la culture et les modes de vie, de manière durable, unifiée et en coopération avec la population locale. Pour concrétiser ce concept, la JICA soutient le développement des capacités des acteurs publics et privés et renforce la collaboration entre ces acteurs.

Étude de cas

Éthiopie : Projet de développement des capacités d'application du *kaizen* pour l'amélioration de la qualité et de la productivité et le renforcement de la compétitivité

Promouvoir les industries africaines avec le savoir-faire japonais en matière de gestion

L'Éthiopie, qui cherche à devenir une économie industrialisée, s'efforce d'accroître sa compétitivité industrielle par l'amélioration de la qualité et de la productivité. Le gouvernement éthiopien prend les devants en promouvant le *kaizen* à travers le pays.

Le *kaizen* est la clé de la croissance

Convaincu que le *kaizen* est la clé de la croissance, le gouvernement éthiopien a créé l'Institut éthiopien du *kaizen* (IEK) en 2011 à l'initiative du premier ministre, ardent partisan de cette méthode. Avec l'aide du Japon, l'IEK a formé des consultants et enseigné le *kaizen* aux entreprises de toutes tailles, aussi bien les grandes que les micro entreprises. À ce jour, plus de 200 entreprises ont introduit le *kaizen*, ce qui leur a permis d'augmenter leur productivité de 37,2 % et de réduire leurs déchets de 55,2 % en moyenne.

L'Éthiopie s'efforce d'appliquer les compétences liées au *kaizen* et de promouvoir le concept dans tout le pays. Son plan de développement national quinquennal pour 2015-2020 mentionne à plusieurs reprises la nécessité d'appliquer la méthode japonaise.

Ce projet, lancé en 2015, consiste à former des consultants de l'IEK en vue d'encourager les entreprises qui maîtrisent les bases du *kaizen* à appliquer cette méthode à l'ensemble de leurs activités, notamment par la gestion totale de la qualité (GTQ), et à mettre en place un programme de *kaizen* avancé. Le projet vise également à renforcer la capacité de gestion de l'IEK et à soutenir le développement des institutions et des mécanismes de promotion et de diffusion du *kaizen* dans tout le pays.

En mars 2016, la JICA a organisé en Éthiopie



Le directeur général de l'IEK, Getahun Tadesse, évoque l'expérience de l'Éthiopie lors d'un séminaire de partage des connaissances sur le *kaizen*.

un séminaire de partage des connaissances sur le *kaizen* et partagé l'expérience de l'Éthiopie avec les participants de 11 pays d'Afrique et d'ailleurs. Ce partage des connaissances devrait permettre de diffuser largement le *kaizen* à travers l'Afrique, et de contribuer à terme à la promotion industrielle dans la région.

Énergie et mines

La production stable d'une énergie électrique de qualité, permettant un approvisionnement sûr et abordable, et le développement de l'exploitation minière sont essentiels pour la construction de l'infrastructure industrielle des pays en développement, ainsi que pour améliorer la qualité de vie de leurs populations. En 2015, près de 1,2 milliard de personnes dans le monde n'avaient pas accès à l'électricité. Environ la moitié de ces personnes sont concentrées en Afrique. Certains estiment que, pour remédier à la situation, 10 000 milliards USD d'investissements doivent être mobilisés d'ici 2035.

Par ailleurs, le développement et la production de l'énergie et des ressources minières doivent être plus sobres en carbone afin de lutter contre le changement climatique en vertu de l'accord de Paris de décembre 2015. Il est intéressant de noter que 90 % des émissions de CO₂ du Japon proviennent du secteur de l'énergie et environ 40 % sont associées à la production d'électricité. Les efforts dans ce secteur sont essentiels dans la lutte contre le changement climatique.

La JICA travaille sur les questions énergétiques et minières afin de contribuer à la stabilité d'un approvisionnement en ressources naturelles et en énergie, respectueux de l'environnement et à faible coût en fonction de la situation et des besoins de chaque pays ou région partenaire.

● Situation générale et activités de la JICA

1. Énergie

L'approvisionnement stable d'une énergie peu onéreuse et sobre en carbone est un sujet de développement urgent pour la réalisation d'une économie sociale stable et d'une croissance durable. Cependant, de nombreux pays font face à un manque de techniques, de savoir-faire et de financements, voire de ressources humaines pour planifier et mettre en œuvre les politiques.

Pour relever ces défis, la JICA apporte une aide conforme au concept des 3F – à savoir atteindre simultanément de faibles émissions de carbone, de faibles coûts et de faibles risques – tout en cherchant à atteindre l'ODD 7 : garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable. Les aides concrètes sont décrites ci-dessous :

(1) Promotion d'un meilleur accès à l'électricité et d'un approvisionnement énergétique plus stable par le renforcement des réseaux nationaux

Pendant longtemps, la JICA s'est employée à améliorer l'accès à l'électricité et la stabilité de l'approvisionnement énergétique dans les pays en développement en soutenant le renforcement des réseaux nationaux. Ces dernières années, la JICA a apporté une aide pour l'établissement d'un plan directeur sur l'électricité au Myanmar, au Pakistan, en Tanzanie et dans d'autres pays. Elle a également soutenu la production d'énergie thermique à haut rendement et le développement d'infrastructures énergétiques, notamment de réseaux de transmission et de distribution, dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'ailleurs. Le renforcement et l'extension des réseaux nationaux permettront un approvisionnement énergétique stable pour une grande diversité d'utilisateurs, notamment les pauvres.

(2) Promotion de sources énergétiques sobres en carbone

Le Japon possède les technologies les plus avancées du monde pour la production d'énergie géothermique, une énergie renouvelable fournissant une charge de base stable. La JICA met en œuvre une aide diverse, du développement des ressources à la construction de centrales géothermiques en Indonésie, dans les pays africains de la vallée du Grand Rift, dont le Kenya, et dans les pays d'Amérique latine.

Les petits États insulaires, en particulier ceux de la région du Pacifique, doivent réduire leur consommation de carburant diesel

Étude de cas

Partenariat université-gouvernement pour lutter contre la pollution minière

Mettre l'expérience du Japon et la connaissance des universités japonaises à profit pour lutter contre la pollution environnementale dans le monde en développement

La lutte contre la pollution environnementale est aujourd'hui incontournable pour un développement minier durable. Dans ce secteur, des initiatives conjointes sont entreprises par des universités japonaises disposant d'une expertise en matière de lutte contre la pollution minière, la JICA, l'Agence japonaise pour la science et la technologie (JST) et des institutions de pays en développement.

Serbie : Développement conjoint de la surveillance environnementale et d'autres techniques

En Serbie, les scientifiques ont souligné la possibilité que les résidus* de la mine de cuivre de Bor, exploitée depuis plus de 100 ans, soient à l'origine de pollutions environnementales. Mais la zone potentiellement polluée est gigantesque en raison des nombreuses années d'exploitation. De plus, il est difficile de localiser les plus fortes concentrations de pollution. L'Université d'Akita au Japon et l'Institut des mines et de la métallurgie de Bor en Serbie travaillent ensemble pour développer une technique de surveillance de l'environnement couvrant une vaste zone avec des technologies avancées japonaises de télédétection et de traitement des résidus pour récupérer les matières recyclables.

Zambie : Mieux comprendre les mécanismes de pollution par les métaux dangereux

Les principales préoccupations liées au développement minier en Zambie comprennent la pollution de l'eau, du sol, et d'autres ressources environnementales ainsi que la pollution des métaux dangereux pour le bétail et les humains. Le Blacksmith Institute, une organisation environnementale indépendante basée aux États-Unis, a identifié Kabwe comme l'un des dix endroits les plus pollués du monde.

Cela a incité l'Université de Hokkaido au Japon et l'Université de Zambie à (1) comprendre comment les mécanismes de pollution affectent les sols, les écosystèmes, les humains et les animaux ; et à (2) développer des techniques sûres et économiques pour la restauration de l'environnement.



De l'eau polluée s'écoule des résidus miniers.

On attend beaucoup de ces deux projets, car leurs résultats devraient pouvoir être appliqués dans d'autres pays. La JICA poursuivra son aide pour un développement minier durable dans les pays en développement.

* Déchets boueux générés par les mines, les fonderies, les usines chimiques, et autres installations.

importé et parvenir à un approvisionnement énergétique plus autonome. À cet égard, la JICA aide ces pays à développer un réseau électrique « hybride » qui repose sur l'utilisation optimale de l'énergie diesel et des énergies renouvelables.

(3) Parvenir à une utilisation efficace de l'énergie

L'utilisation efficace de l'énergie constitue une autre question importante. La JICA aide le Vietnam, le Bangladesh et d'autres pays dans leurs efforts d'économie d'énergie. Elle assure également une aide financière pour la modernisation des systèmes de transmission et de distribution ainsi qu'une coopération technique pour renforcer les capacités d'exploitation et de maintenance des systèmes, contribuant ainsi à la réduction des pertes énergétiques.

2. Mines

Le développement des ressources minérales a non seulement d'énormes implications socioéconomiques ; il est aussi vital pour le développement durable de l'économie mondiale.

La transition du stade de l'exploitation des ressources minérales à celui de la production nécessite de grandes quantités de capitaux et des technologies avancées, qui exigent à leur tour l'entrée d'entreprises étrangères dans l'industrie minière des pays en développement. Cependant, de nombreux gouvernements de pays en développement ont des politiques minières ainsi que des systèmes et des cadres juridiques faibles, et ils ne disposent pas des informations géologiques et des infrastructures de base. En gardant à l'esprit la nécessité pour le Japon de garantir son approvisionnement en ressources naturelles et les attentes des pays en développement sur les questions de développement minier mentionnées précédemment, la JICA sélectionne les pays

et assure une coopération pour : (1) améliorer l'environnement des investissements au niveau matériel et immatériel, par exemple en renforçant les capacités administratives des gouvernements des pays en développement et en développant les infrastructures périphériques et ; (2) développer les ressources humaines. Pour le second objectif, la JICA a récemment travaillé avec les universités japonaises pour proposer un programme de formation au Japon connu sous le nom de « programme Kizuna » (qui signifie « liens d'amitié » en japonais). Le programme vise à la fois la formation des responsables gouvernementaux chargés de l'exploitation minière dans les pays en développement et la construction et le renforcement d'un réseau humain impliquant des Japonais.

Gouvernance

Le terme « gouvernance » fait non seulement référence aux activités administratives, mais également à l'ensemble du système social qui implique les secteurs public et privé. La gouvernance devient la base du développement socioéconomique des pays en développement. Dans les pays à faible revenu, cependant, le pourcentage moyen de citoyens qui ont confiance dans le système judiciaire n'est que de 20 %, selon une enquête de 2014. La JICA déploie une coopération pour le renforcement des capacités dans divers domaines, notamment législatif, judiciaire, administratif et financier. Une telle coopération est menée dans la perspective de favoriser une croissance et un développement démocratique dans les pays en développement en partageant des valeurs universelles telles que la liberté, l'économie de marché et l'État de droit.

Étude de cas

Myanmar : Projet de modernisation des systèmes de versement de fonds et de règlement des titres

Un pas de géant pour la modernisation des marchés financiers grâce au système de paiement et de règlement électronique

La JICA a soutenu, par des dons, le développement de systèmes de TIC pour les opérations bancaires et monétaires, en particulier le système de paiement et de règlement de la Banque centrale du Myanmar, afin de moderniser le secteur financier du pays. À travers ce projet de coopération technique, la JICA s'efforce de créer un environnement propice à l'exploitation et à la maintenance de ces systèmes.

Un système inspiré de celui de la Banque du Japon

Au Myanmar, la plupart des transactions financières interbancaires étaient effectuées manuellement, et même les paiements et règlements de montants élevés étaient faits avec des billets de banque. Pour éviter ces opérations inefficaces et à haut risque, CBM-NET, un système de règlement

brut en temps réel (Real Time Gross Settlement ou RTGS) inspiré du système de réseau financier de la Banque du Japon (BOJ-NET), a été mis en service en janvier 2016, ouvrant la voie à des opérations efficaces et sûres. Dans le même temps, CBM-OA, un système de TIC interne à la Banque centrale du Myanmar, a également été mis en place pour une meilleure utilisation des TI.

Ce projet a débuté par un séminaire intitulé « Banque centrale : institution et activités », animé par l'ancien gouverneur de la Banque du Japon en août 2014. À ce jour, le projet, en coopération avec la Banque du Japon, a permis de mener une large gamme d'activités, dont l'élaboration de règles, de lignes directrices et de flux de travail, ainsi que diverses sessions de formation dans des domaines tels que le paiement et le règlement, la politique monétaire, le fonctionnement et la maintenance des systèmes de TIC, et l'utilisation de base des PC. La comptabilité et la tenue de livres, qui étaient traditionnellement faites à la main, ont été systématisées et sont maintenant réalisées efficacement conformément au système CBM-NET.

Au cours de la phase de développement, de nombreux incidents inattendus, tels que des câbles du réseau endommagés par les rats, ont été surmontés en travaillant avec les responsables de la banque centrale.

En se basant sur les réalisations du projet à ce jour, la JICA prévoit de contribuer à l'amélioration des marchés financiers et au développement des capacités pour les opérations monétaires afin de faire une meilleure utilisation de CBM-NET.



S. E. U Set Aung, gouverneur adjoint de la Banque centrale du Myanmar, examine un test système de CBM-NET. (Photo : NTT Data Corporation)

● Situation générale et activités de la JICA

1. Cadres juridiques et judiciaires

Depuis 1996, la JICA déploie une coopération pour (1) l'établissement et l'amélioration du cadre juridique, et (2) la restauration des cadres juridiques et judiciaires ainsi que le développement des ressources humaines pour les économies en transition et dans les pays en situation post-conflictuelle. Cette aide est fournie en collaboration avec des juristes japonais. L'aide de la JICA se caractérise par l'utilisation de l'expérience du Japon lors de l'établissement de son propre cadre juridique et l'affectation à long terme de juristes japonais dans les pays partenaires.

Lors de l'exercice 2015, la JICA a lancé deux projets dans ce secteur. Le premier est un projet de suivi visant à assurer la cohérence juridique et promouvoir le Code civil au Vietnam. Le second projet, mené en Indonésie, vise à (1) améliorer la cohérence lors de la rédaction et de l'examen des lois et règlements sur les affaires, notamment les lois sur la propriété intellectuelle, et (2) renforcer le cadre pour la protection des droits de propriété intellectuelle.

Au Myanmar, au Cambodge et dans d'autres pays, la JICA a contribué à l'élaboration de lois et règlements, au renforcement de leurs capacités d'application, à la promotion du système de médiation, et à l'amélioration des pratiques judiciaires. Pour la première fois, la JICA a également organisé en Côte d'Ivoire une formation sur la justice pénale pour les huit pays d'Afrique francophone.

2. Systèmes démocratiques

La JICA assure une aide comprenant diverses mesures pour renforcer les fondations d'un État de droit démocratique dans les pays en développement. L'aide couvre l'amélioration des capacités des comités électoraux afin d'assurer des élections justes, la consolidation des fonctions des parlements et le renforcement des capacités des médias, qui permettent de contrôler l'usage du pouvoir et de l'influence.

Durant l'exercice 2015, la JICA a envoyé un conseiller pour soutenir le processus d'inscription des électeurs au Cambodge, à la demande du gouvernement cambodgien. Elle a également poursuivi son aide au bureau de l'Assemblée nationale au Vietnam. En outre, la JICA a organisé en Ukraine une formation axée sur le pays pour soutenir le pouvoir législatif et les médias.

3. Sécurité publique

La JICA aide également les pays en développement à améliorer la sécurité publique en coopération avec la police du Japon. Cette aide couvre de multiples aspects, notamment (1) la démocratisation des organisations de police, (2) la police communautaire (koban) pour promouvoir la prévention et la dissuasion du crime basées sur une relation de confiance avec les citoyens, et (3) les aptitudes aux enquêtes criminelles, notamment d'expertise en matière d'identification criminelle.

Lors de l'exercice 2015, la JICA a poursuivi au Brésil un projet visant à diffuser le système de police communautaire du koban dans l'ensemble du pays. Une aide au développement des ressources humaines et institutionnelles pour la promotion de la police communautaire civile est en cours en Indonésie, au Timor-Est et dans d'autres pays. Une formation pour les femmes officiers de police d'Afghanistan a été menée en Turquie.

4. Administration publique / Gestion des finances publiques / Finance

L'administration publique, la gestion des finances publiques et la finance sont à la base de la formulation et de la mise en œuvre des politiques ainsi que de la gestion économique des pays. Tous les organismes donateurs devraient prêter une attention particulière au

contexte politique et économique de chaque pays partenaire et placer le processus de réforme du pays dans une perspective de moyen à long terme, plutôt que de rechercher des résultats à court terme.

(1) Administration publique

Afin de renforcer les fonctions administratives globales des pays en développement, la JICA a travaillé sur l'amélioration de la formation des fonctionnaires et le renforcement de la capacité de planification des gouvernements locaux pour améliorer les services publics.

Au Vietnam, la JICA a organisé une formation sur la réforme du secteur public et d'autres questions de politique pour les candidats à des postes importants au sein du Parti communiste. Parmi ceux qui ont participé à cette formation, 33 ont été sélectionnés en tant que membres du Comité central lors du congrès du parti en janvier 2016. En République dominicaine, la JICA a soutenu l'établissement d'un mécanisme où chaque ville coordonne son plan de développement, qui reflète ses ressources et ses besoins locaux, avec les plans sectoriels des organismes du gouvernement central.

Dans le cadre de son aide aux mesures de lutte contre la corruption, la JICA a soutenu le renforcement des institutions en vue d'assurer l'intégrité des responsables gouvernementaux au Bangladesh. En Ukraine, la JICA a également organisé une formation sur les réformes administratives et budgétaires axée sur le pays et organisé un séminaire sur la lutte contre la corruption.

(2) Gestion des finances publiques

La gestion des finances publiques (GFP) recouvre tous les aspects liés aux flux financiers au sein du secteur public. La GFP est un enjeu fondamental qui influe sur de multiples aspects, de la planification du développement à la gestion du secteur public.

Durant l'exercice 2015, la JICA a partagé ses activités et les tendances internationales dans le secteur de la GFP ainsi que son projet de recherche de l'exercice 2015, « Étude des politiques économiques et budgétaires des pays riches en ressources », avec les Nations unies, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Elle a également partagé des opinions avec ces organisations internationales, qui ont montré un vif intérêt pour les activités de grande envergure de la JICA, y compris l'introduction du budget basé sur la performance, la gestion des investissements publics, l'audit interne, et les partenariats public-privé (PPP).

La JICA poursuit également son aide pour l'administration des impôts et des douanes, qui jouent un rôle pivot dans la perception des recettes publiques. La JICA soutient l'introduction d'un nouveau système informatique de dédouanement au Myanmar afin de faciliter le commerce. En Afrique occidentale, orientale et australe, la JICA poursuit l'établissement de postes frontières à guichet unique pour faciliter le passage des frontières.

(3) Finance

La finance constitue la majeure partie des infrastructures immatérielles qui soutiennent le développement du secteur privé. Ces dernières années, l'aide de la JICA dans ce secteur a augmenté. Au Vietnam, la JICA a tiré parti de l'expérience japonaise pour soutenir la réforme des entreprises d'État et l'élimination des prêts improductifs. Elle a également assuré une coopération pour développer la capacité des banques centrales à formuler des politiques monétaires. Au Myanmar, la JICA a fourni une aide à la Banque centrale pour moderniser son système de règlement et une aide pour développer un marché boursier. De cette façon, la JICA a soutenu la modernisation financière au Myanmar ➔ voir l'étude de cas page 102.